

# L'Intelligent

La Passion de l'Info

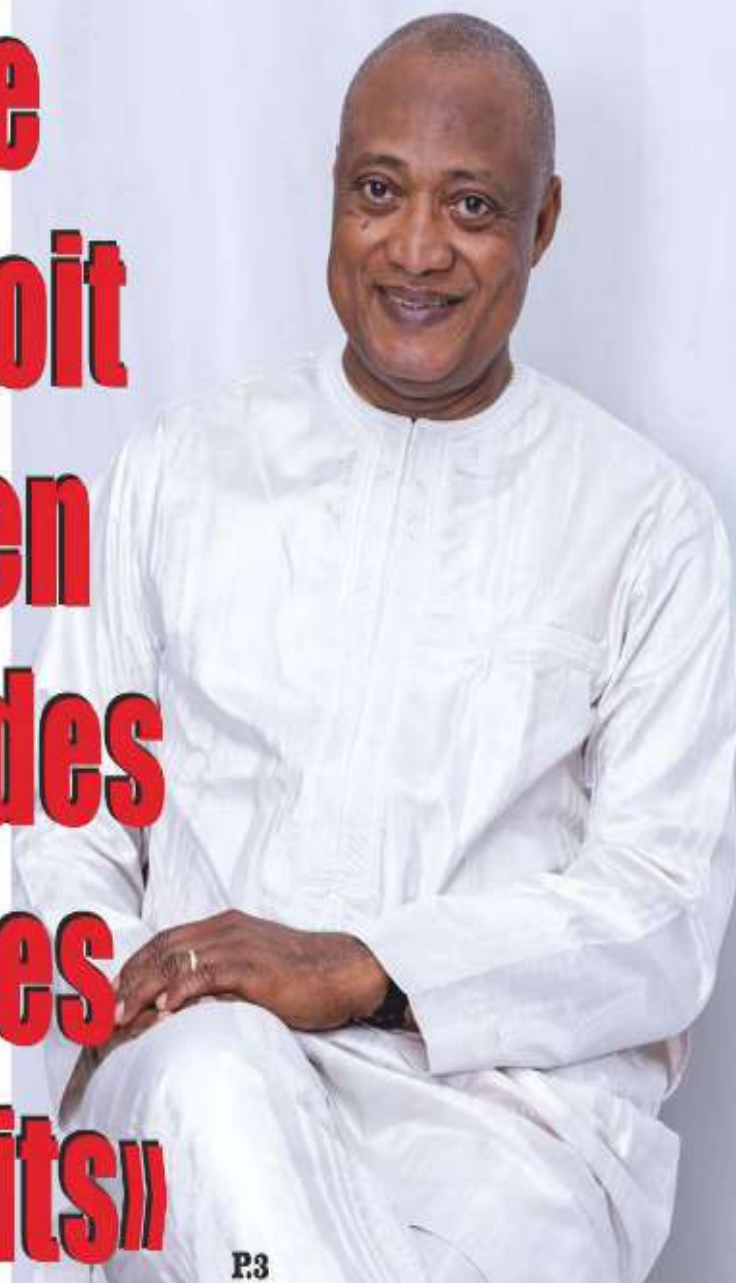
Prix: 250 FCFA

Bimensuel d'informations générales ★ N°14 du 13 Octobre 2021



## Interview de Jean-Pierre Fabre, Président de l'ANC

**« L'attitude de  
Mgr Kpodzro doit  
être évaluée en  
considération des  
résultats graves  
qu'elle a produits »**



P3

## Interview de Jean-Pierre Fabre, Président de l'ANC

### « L'attitude de Mgr Kpodzro doit être évaluée en considération des résultats graves qu'elle a produits et non au regard de son statut et de son âge »

A 69 ans, le leader de l'ANC a toujours l'allure sportive qu'on lui connaît et qu'il dit tenir d'une bonne hygiène de vie et de la pratique quotidienne de la marche sportive pendant une heure. Ça fait du bien soutient-il. Et on le sent.

Politiquement, Jean Pierre Fabre reste le même, ses convictions sont intactes. Il croit fermement à l'impérieuse nécessité du changement dans son pays même s'il se montre quelque peu déçu par le comportement de certains de ses partenaires de l'opposition. Et surtout de la fameuse communauté internationale dont la CEDEAO qui, selon lui, sacrifie en permanence, la lutte du peuple togolais sur l'autel de la solidarité entre chefs d'Etat. Qu'on le veuille ou non, Jean Pierre Fabre est un animal politique n'en déplaise à ses détracteurs ou adversaires. D'ailleurs, des adversaires politiques, il en a beaucoup de tous les bords mais cela ne le perturbe guère, tou-

**Comment se porte en ce moment Jean-Pierre Fabre, par rapport au poids de l'âge et des responsabilités politiques ?**

JPF : Je vais plutôt bien. Le poids de l'âge ? J'ai soixante-neuf ans et par la grâce de Dieu, je n'ai pas à me plaindre de bobos particuliers. Une bonne hygiène de vie, permet toujours un bon entretien physique et mental. Quotidiennement et tôt le matin, sauf le dimanche, je m'astreins à une heure de marche sportive, avant d'attaquer mes activités de la journée, quelles qu'elles soient. Je vous le conseille. C'est parfait pour garder une forme olympique.

Pour le reste, je n'ai jamais pris la lutte politique pour une partie de plaisir. Et comme dirait Mao Tsé Toung, pour un « diner de gala ». J'ai compris très tôt, le caractère particulier de notre lutte. Contrairement à ce que pensaient certains opportunistes, il ne s'agit pas d'une course de vitesse, mais d'une course de fond. J'ai encore, Dieu merci, la volonté et l'énergie, l'engagement et l'abnégation, le courage et la détermination qui permettent à tout leader politique d'assumer pleinement et efficacement ses responsabilités politiques. Le poids de ces responsabilités est considérable, surtout dans la situation de confusion actuelle où la jalousie, la haine et l'envie constituent des moteurs essentiels de l'action politique. Mais l'ANC est un parti politique où les sujets sont passés en permanence au crible du débat. Notre ligne politique est donc le résultat d'âpres discussions. Ce qui facilite la prise de décisions.

**Comment va l'ANC ?**

Nous avons traversé des moments difficiles. Nous pouvons dire aujourd'hui que l'ANC va bien. Les rapports des dernières missions d'évaluation des fédérations envoyées dans toutes les régions du Togo, depuis la région maritime jusqu'à la région des Savanes, font état d'une situation satisfaisante. Toutes les fédérations sont en place. Les faiblesses décelées sont en cours de correction.

Nous sommes, comme d'habi-

tude, au travail. Avant notre départ de la CNAP, nous avons élaboré un programme de travail que nous avons respecté scrupuleusement. Nous avons décidé d'organiser trois conférences de presse pour clarifier la situation.

Nous avons tenu parole : au cours de la première conférence de presse, nous avons fait état des difficultés que nous rencontrons à la CNAP. Au cours de la deuxième, nous avons exposé nos propositions à la CNAP en termes de réformes politiques et de mesures sociopolitiques et économiques d'apaisement. Lors de la troisième, nous avons présenté un tableau comparatif de nos propositions face aux conclusions des travaux de la CNAP. Cela demande un travail rigoureux et méticuleux. Nous nous y sommes attelés. Je vous invite à l'analyser.

Plusieurs de nos responsables sont sur les médias pour présenter ce travail. C'est cela la vie d'un parti politique. Depuis une dizaine d'années que nous existons, nous avons rendu publics, plusieurs documents concernant notamment le découpage électoral pour les élections législatives, le fichier électoral, la CNAP. Tous ces documents peuvent être consultés sur notre site internet [www.ancngo.com](http://www.ancngo.com).

Nous évitons de commenter les actions de ceux qui, tout en se proclamant de l'opposition, n'ont pour seule préoccupation que de tirer régulièrement, à boulets rouges sur l'ANC, sur la base de mensonges les plus abjects.

Nos instances dirigeantes, Comité politique, Comité politique restreint et Bureau national se réunissent régulièrement, dans les conditions et selon la fréquence prescrite par les statuts, pour examiner la situation politique. Même en cette période de crise sanitaire, nous nous sommes adaptés. Nous faisons donc de notre mieux, pour ce qui dépend de nous. Contre les stratégies mises en œuvre par des partis, pour nous démolir, nous ne pouvons opposer que le travail et l'explication. Le chantier en cours actuellement et qui mobilise nos énergies, est la mise en conformité des

territoires de nos fédérations avec ceux des communes. Cela nous aidera beaucoup en période électorale.

**L'ANC vient de fêter son onzième anniversaire. Comment l'avez-vous célébré ?**

Très sobrement. Des prières, des cultes et des messes d'action de grâce, ainsi qu'une rencontre



Jean-Pierre Fabre, Président de l'ANC

avec la jeunesse et les femmes du parti, pour préparer la mobilisation.

**Jeune et engagé aux côtés des forces démocratiques, très proche de Gilchrist Olympio, vous avez participé à tous les dialogues depuis plus de 30 ans dans l'opposition et dans différents regroupements face au pouvoir RPT-UNIR. Vous étiez proche du but et qu'est-ce qui n'avait pas marché puisque vous n'avez pas pu réaliser l'alternance au Togo ?**

C'est vrai qu'à plusieurs moments de notre lutte, nous avons

semblé très proches du but. Mais nous n'avons jamais su conclure. Souvent par défaut de rigueur et de détermination chez certains leaders partenaires.

Cela étant dit, nul n'ignore que nous avons affaire à une dictature des plus féroces, qui plus est, une dictature militaro-clanique à façade civile, arc-boutée sur son pouvoir et résolu à déployer tous ses moyens

Logiquement, il a plus d'expérience du terrain politique que beaucoup d'autres togolais tant du côté de l'opposition que du pouvoir. Car très jeune, il s'est engagé dans la politique et a participé à toutes les négociations relatives à la crise politique togolaise et à tous les regroupements de l'opposition il y a plus de 30 ans. « Nous y avons tout sacrifié : vie de famille, vie professionnelle, pour ne pas dire toute notre vie. Certains y ont même trouvé la mort. Je salue leur mémoire ».

Aujourd'hui Maire de la Commune de Golfe 4, le N°1 de l'ANC a accepté répondre sans langue de bois aux questions du journal « L'INTELLIGENT » sur la situation socio-politique du pays.

les plus vils, vous avez le tableau de tous les éléments qui nous empêchent de réussir.

Le rôle néfaste de la communauté internationale ne doit pas être négligé non plus. Au contraire, il est souvent déterminant ! Fermer les yeux sur ce qu'a fait la CEDEAO à la mort de Gnassingbé Eyadéma en 2005, c'est refuser l'évidence. Oublier ce qu'a fait la CEDEAO en 2017-2018, c'est nier l'évidence.

Les attitudes négatives de ces dernières années, ont fait reculer la lutte de plusieurs décennies. Voilà pourquoi, nous devons reprendre le travail à partir de zéro : expliquer, informer et former pour remobiliser à nouveau. Il faudra également s'armer de beaucoup de patience. Des décennies d'efforts et de sacrifices ayant été détruites le temps d'un battement de cils, avec une insupportable légèreté.

**Comment expliquer ce brusque désamour entre vous et Gilchrist Olympio ; vous avez claqué la porte pour prendre votre destin politique en main. Est-ce que c'était un peu de temps perdu ! N'était-il pas le leader politique dont vous aviez besoin pour l'alternance ?**

Ensemble avec mes camarades de l'ANC, nous avons et nous l'avons toujours, une seule obsession, c'est la cause pour laquelle nous nous battons. Nous y avons tout sacrifié : vie de famille, vie professionnelle, pour ne pas dire toute notre vie. Certains y ont même trouvé la mort. Je salue leur mémoire.

Ce qui nous unissait, c'est la farouche détermination avec laquelle nous menions le combat. Ce sont les durs sacrifices consentis pour atteindre l'objectif. C'est l'objectif lui-même.

Je considère qu'en politique, il n'est jamais question d'amour ou de désamour entre les hommes. La seule chose qui compte finalement et à laquelle il faut demeurer fidèle, ce sont les convictions. Car, en tout état de cause, ce sont elles qui déterminent les relations entre les hommes.

A un moment donné de notre

Suite à la page 6

## **Interview de Jean-Pierre Fabre, Président de l'ANC**

### **« L'attitude de Mgr Kpodzro doit être évaluée en considération des résultats graves qu'elle a produits et non au regard de son statut et de son âge »**

*Suite de la page 3*

parcours, Monsieur Gilchrist Olympio a choisi une voie qui n'était pas la nôtre. Nous en avons tiré toutes les conséquences. Nous avons fait ensemble, pendant une trentaine d'années, un bout de chemin. Et nos routes se sont séparées. Ce sont les vicissitudes de la politique. Il ne faut surtout pas s'en plaindre. Il faut en remercier Dieu. Qui « *fait toute chose bonne, en son temps.* »

Était-ce du temps perdu ? Pas du tout. Je n'ai jamais vu les choses comme cela. Je me suis dévoué corps et âme à la cause que je sers, sans rien chercher pour moi-même, sans savoir que je me préparais à des responsabilités plus importantes pour les ambitions que je nourris pour mon pays. Je dois avouer que la défection de M. Gilchrist Olympio il y a onze ans, a porté un rude coup à la lutte de libération que nous menons depuis des décennies. Comme la récente aventure ubuesque dont un prêtre est le gourou omnipotent.

**Ces dernières années, vous avez participé à différents regroupements politiques : le CST avec Deckon en 2012 ; l'initiative enclenchée le 19 Août 2017 par le PNP, la C14 etc.... Réussite ou déception. Étiez-vous proche du but et qu'est-ce qui n'a pas marché sincèrement ! Problème de leadership il paraît. Mieux, on parle de populisme, si ce n'est pas moi, personne d'autre ? Qu'est-ce qui s'est réellement passé, la vérité ?**

Je vous remercie de rappeler que mes camarades de l'ANC et moi, nous avons participé, pratiquement, à tous les regroupements au sein de l'opposition, FRAC, CST, CAP 2015, C 14 etc. Pour la bonne cause. Ne dit-on pas que L'union fait la force ? S'il y a eu un problème de leadership comme vous dites, il n'était pas de notre fait. En ce qui nous concerne, nous avons largement apporté notre contribution. Financière, matérielle, intellectuelle ... Nous avons tout donné, et nous nous sommes mis au service de l'ensemble. Mais nous avons toujours privilégié le travail du parti sur le terrain, multipliant la création de fédérations pour faciliter notre implantation. Si nous sommes favorables à l'union, nous rejetons la fusion masquée que l'on tentait de nous imposer au nom de je ne sais quelle théorie fumeuse.

Nous avons fini par comprendre que l'union proposée avec insistance, ne visait que notre relégation dans un rôle très peu en rap-

port avec nos ambitions et notre élimination de l'échiquier politique. En clair, la prétendue théorie de la candidature unique à la sauce togolaise, est un vulgaire subterfuge qui n'a pour seul objectif que d'éliminer le candidat le mieux placé au sein de l'opposition pour positionner un candidat quelconque, à la merci du groupe. C'est une théorie qui vise à couper au nom de l'union, toute tête qui dépasse. Bref, un nivellement par le bas.

Ceux qui, au sein de l'opposition y adhèrent bruyamment, notamment sur les radios et les réseaux sociaux, ne savent pas ce qu'est un véritable parti politique. Ceux qui, au sein de l'opposition appellent au sacrifice, prétendant en consentir eux-mêmes, ne consentent en réalité aucun sacrifice. Parce qu'ils se jugent incapables d'exister par eux-mêmes, sans les autres, ils savent qu'ils ne perdent rien. Au contraire !

Voilà comment l'opinion togolaise se fait « enfumer » depuis plus de trente ans par une théorie qui appelle au sacrifice mais dont les adeptes les plus farouches, ne sacrifient rien eux-mêmes. C'est ça la vérité. A l'approche du but, apparaît pour eux, le temps du partage du gâteau. Les appétits s'aiguisent. Les yeux brillent. Le désordre s'installe et tout disparaît. Voyez le désordre de la période de 2017-2020, créé justement au nom d'une théorie de l'union, mal comprise.

**Sincèrement, en 30 ans, qu'est-ce qui vous a marqué et quel est le médiateur qui vous a compris et celui qui ne vous a pas compris, mieux, lequel d'entre eux vous a roulé dans la farine ? Et surtout, comment êtes-vous arrivé à faire confiance au président Nana Koufo Ado et surtout aux présidents Alpha Condé et à Alassane Ouattara qui étaient dans la même logique que le pouvoir togolais, avoir un 3<sup>ème</sup> mandat et conserver le plus longtemps possible le pouvoir ?**

J'espère que ma réponse éclairera un peu la lanterne de nos compatriotes qui naviguent en plein brouillard. Il est révélateur que vous utilisiez le terme médiateur alors que les personnes dont vous citez les noms, se considèrent comme facilitateurs. Le médiateur a plus de pouvoir que le facilitateur. Qui, lui, se contente, la plupart du temps, de rechercher les moyens d'imposer la volonté du plus fort à celui qu'il considère comme faible, en l'occurrence nous.

Il suffit d'observer ce qu'Alpha Condé a fait par la suite en Guinée,

pour comprendre le rôle néfaste qu'il a joué au Togo. Dès le début, la facilitation ghanéenne se méfiait de son homologue guinéen, qu'elle soupçonnait d'être dans la même logique de conservation de pouvoir que le régime RPT/UNIR. Elle n'avait pas tort. Mais la facilitation ghanéenne a laissé faire parce que les chefs d'Etat africains, surtout de la CEDEAO, considèrent qu'ils participent à un club dont les membres se doivent solidarité entre eux, en toute situation. La démocratie est souvent, pour ne pas dire tout le temps, sacrifiée à d'autres intérêts. Que pouvions-nous faire ? La seule chose, c'était refuser la présence de la CEDEAO ? Était-ce possible dans l'état de division de l'opposition ? Certaines de mes interventions fermes, devant des chefs d'Etat, m'ont été reprochées par mes collègues.

Voilà pourquoi, moi, je n'ai jamais fait confiance à personne d'autre qu'au peuple togolais. Nul n'ignore au Togo que nous à l'ANC, avons toujours prôné comme arme absolue de notre lutte, la mobilisation populaire. Mais notre talon d'Achille, c'est le caractère disparate pour ne pas dire hétéroclite de l'opposition togolaise. Les chats, les loups, les tortues et les papillons, prétendent y cohabiter au nom de la poursuite du même idéal d'alternance et de changement. Alors que le RPT-UNIR est un bloc monolithique homogène, uni par la volonté de conservation du pouvoir à tout prix, pour demeurer toujours autour de la mangeoire.

La facilitation guinéenne ne s'est pas privée d'exploiter cette faiblesse pour nous diviser. Ceux qui n'ont jamais rien vu, se sont jetés dans ses bras pour lui plaire.

**Vous ne devez donc pas être mécontents du coup d'Etat qui a renversé Alpha Condé ?**

Je dois avouer qu'Alpha Condé a tout mis en œuvre pour mériter son sort actuel. La modification constitutionnelle, les nombreux cadavres dont il a parsemé sa route pour conquérir son troisième mandat, toutes ces manœuvres pour se maintenir au pouvoir, ont permis aux auteurs du coup d'Etat, de justifier celui-ci. Alpha Condé paye, pour ainsi dire, le "bordel" qu'il a semé chez nous au Togo.

**Pourquoi aviez-vous accepté de mettre entre parenthèses, les gigantesques mouvements de foule ou marches en janvier 2018, la seule arme que l'opposition avait face au pouvoir ? Vous le regrettez !**

L'arrêt des manifestations a été imposé par la facilitation. Je l'ai personnellement très mal vécu. C'était notre arme absolue. Le jour où nous y avons été contraints, constitue un cauchemar pour moi. J'ai été invité, en tant que chef de file de l'opposition, par le Ministre d'Etat guinéen Tibou Kamara, conseiller personnel du président Alpha Condé à signer le communiqué demandant la cessation des manifestations. J'ai refusé. Rétorquant que l'arrêt des manifestations étant une demande de la facilitation, celle-ci devrait l'assumer en signant le communiqué. Qui fut finalement signé par les deux ministres Tibou Kamara et Albert Kan Daapa, le ministre de la sécurité du Ghana.

Faut-il rappeler que le PNP a soutenu cette décision dramatique de la facilitation d'arrêter les manifestations, en proclamant par la bouche du Conseiller spécial de son président, Tchaticpi Ouro Djikpa : « *Pendant que le coiffeur s'active sur votre tête, vous devez éviter de le perturber en vous fourrant le doigt dans les cheveux.* » Bref, nous fûmes invités par le PNP à éviter de contester les « bonnes décisions » que la CEDEAO prenait pour notre bien. C'était le début de la fin. Fallait-il dénoncer le PNP adulé comme « parti du Nord », alors que l'opinion ignorait le niveau du désordre qu'il semait au sein de l'opposition ? Par souci de maintenir la cohésion au sein de l'opposition, nous nous sommes contenus.

Était-ce une bonne attitude ? A quel moment fallait-il révéler les frasques du PNP qui nous ont coûté si cher ?

C'est le lieu de souligner qu'avant d'être adopté par la DMK, l'usage du mensonge, de la calomnie, de la diffamation du dénigrement etc... a été inauguré par le PNP. La transformation d'un parti de l'opposition en cible à détruire par tous les moyens par un autre parti qui se proclame de l'opposition, a été inaugurée par le PNP, avant d'être adoptée et pratiquée par la DMK, jusqu'à la vulgarité. Je peux multiplier, tant ils sont nombreux, les exemples à loisir.

Tenez : pour justifier le départ de son président pour l'exil, qu'il jugeait certainement peu glorieux, le PNP a choisi d'accuser les autres responsables de l'opposition qui eux, sont restés sur le terrain, d'être des vendus, des collabos à la solde du RPT/UNIR. « *Seul Atchadam fait peur au pouvoir, c'est pourquoi il a dû s'exiler pour préserver sa vie.* ». Salir les autres pour justifier le manque de courage de son chef ; voilà une illustration des pratiques

dégoutantes auxquelles s'est livré le PNP. C'est simple. Il fallait y penser, n'est-ce pas ?

**Le boycott des législatives ne vous coûte-t-il pas trop cher en termes de représentativité et de débats démocratiques dans le pays aujourd'hui ?**

N'avoir pas pris part aux élections législatives de décembre 2018 a effectivement coûté très cher à l'ANC. Mais cette situation illustre l'irresponsabilité de la fameuse communauté internationale, notamment de la CEDEAO. Voilà pourquoi, je suis toujours surpris lorsque le boycott des élections législatives est évoqué, pour nous en faire le reproche alors que la question serait de savoir ce qu'il faut faire d'une CEDEAO qui a échoué à faire organiser les élections législatives équitables et transparentes qui étaient censées résoudre la crise dans laquelle elle s'est invitée au Togo. Quand on ne pose pas les bonnes questions, comment avoir les bonnes réponses ?

Mon avis personnel est que la cessation des manifestations en pleine crise nous a coûté plus cher, et de loin, que ce que vous appelez boycott des législatives.

**En 10 ans, l'ANC est passé d'environ 40 % des voix à l'élection présidentielle de 2015 à 4% en 2020. A quoi est due cette érosion de la sympathie à l'ANC ? On vous reproche de n'avoir pas apporté le soutien nécessaire au candidat de la DMK, pourquoi ! Puisque vous avez reconnu si mes souvenirs sont bons que votre parti étant out, deux candidats étaient en avance, ceux de la DMK et de l'UNIR. Qui a concrètement gagné le scrutin du 20 février 2020 selon vous ?**

Je constate que vous vous limitez malheureusement à l'écume des choses. Je vois que vous n'avez pas pris connaissance de nos communiqués publiés à l'issue de cette élection présidentielle. En effet, tous nos communiqués de cette période, notamment les communiqués numéro 3 et 4 démontrent clairement que les chiffres publiés par la CENI et la Cour Constitutionnelle ont été manipulés. Voilà pourquoi, nous demandons la reprise du scrutin. Pour le reste, j'ai répondu à toutes ces questions à plusieurs de vos confrères, notamment sur les radios, lors de conférences de presse, et dans une longue interview que j'ai accordée fin novembre 2020, à votre confrère « Le Correcteur ». Vous

*Suite à la page 7*

## Interview de Jean-Pierre Fabre, Président de l'ANC

### « L'attitude de Mgr Kpodzro doit être évaluée en considération des résultats graves qu'elle a produits et non au regard de son statut et de son âge »

Suite de la page 6

savez bien que c'est en vain qu'on s'emploie à réveiller une personne qui fait semblant de dormir.

**Pourquoi vous en voulez à Mgr Kpodzro et sa dynamique ? Vous estimez qu'il a vendangé tous les acquis démocratiques obtenus depuis 1990. Et pourquoi exigez-vous des excuses du vieux prélat. Qu'est-ce que cela peut changer à la situation politique de l'heure ?**

Nous devons reconnaître que nous vivons dans un pays étrange dont la spécificité pourrait expliquer la longévité du régime RPT/UNIR, malgré le rejet populaire massif dont il est l'objet. N'est-ce pas la persistance de certains, à raisonner à l'envers qui est la cause de nos malheurs ? Car, en réalité, quoi de plus normal que d'exiger qu'une personne qui vous a volontairement sali, vous débarrasse des traces de son acte !

Aux habitués donneurs de leçons, qui considèrent qu'il est mal-séant d'exiger des excuses publiques de Mgr Kpodzro pour "l'ensemble de son œuvre", je voudrais rappeler cette phrase du Président français François Mitterrand, dans le discours prononcé aux obsèques du Premier Ministre Pierre Bérégovoy : « *Toutes les explications du monde ne justifieront pas qu'on ait livré aux chiens, l'honneur d'un homme et finalement sa vie, au prix d'un double manquement de ses accusateurs, aux lois fondamentales de notre République, celles qui protègent la dignité et la liberté de chacun d'entre nous* ».

En clair, « *toutes les explications du monde, ne justifieront pas* » ce que Mgr Kpodzro a fait.

Mgr Kpodzro a prêté son nom et son statut, à une opération voire une entreprise de dénigrement, de calomnie, de diffamation et d'insultes vulgaires, qui s'est acharnée à détruire, à démolir, systématiquement, la véritable opposition togolaise. Celle qui a manifesté sa constance en toute circonstance, contre le régime oppresseur RPT/UNIR. Mgr Kpodzro est le mentor d'une « stratégie » qui vise à accréditer l'idée que l'indécence est un raccourci pour accéder au pouvoir. Les propos mensongers et choquants qui sortent de sa bouche depuis trois ans, sont indignes de son rang. Son âge et son statut d'archevêque émérite de Lomé, ne doivent pas nous empêcher de faire preuve d'objectivité devant des faits d'une telle gravité.

Nous devons avoir l'honnêteté de reconnaître que l'immixtion de

Mgr Kpodzro dans le débat politique, s'est soldée par un désastre d'une ampleur considérable. Car, la lutte pour l'alternance et le changement dont le prélat s'est autoproclamé le combattant le plus fiable, parce que le plus « désintéressé », a reculé de plusieurs décennies. L'opposition togolaise se retrouve aujourd'hui carbonisée, considérablement affaiblie face au pouvoir RPT/UNIR, en raison des



méthodes hautement condamnables que Mgr Kpodzro a utilisées. C'est ça la terrible réalité. Et le dire, n'est pas en vouloir à Mgr Kpodzro.

Au demeurant, face aux blessures qu'il a gratuitement infligées à des personnes dont le seul crime est de refuser de se soumettre à son diktat, face surtout au résultat calamiteux de son attitude, serait-ce une faute de lui en vouloir ? Mgr Kpodzro a insulté, qualifié de judas et de traître quelqu'un qui n'a trahi personne, qualifié de corrompu quelqu'un qui n'a été corrompu par personne. Le vieux prélat a fait cela dans le seul but de promouvoir son poulain qui était "imbuvable" pour l'opinion.

Et cette personne insultée, salie, diffamée, calomniée, ne devrait pas lui réclamer des excuses ? Et le peuple togolais qu'il a « enfumé » devrait-il craindre de lui réclamer des excuses ? C'est à croire que le statut de religieux de Mgr Kpodzro, l'exonère du minimum de respect qu'il doit à son prochain. Alors qu'il

est demandé au chrétien, et surtout à l'homme de Dieu qu'il proclame être, de se montrer digne de sa foi chrétienne en étant exemplaire en toute circonstance et surtout en imitant son modèle, le Christ.

Mgr Kpodzro n'ignore pas la parole de Dieu qui déclare : « Tu ne porteras pas de faux témoignage contre ton prochain. » S'il a enfreint ce commandement, ne devrait-il pas présenter des excuses, comme

des de l'opposition, a démobilisé les populations, la reconnaissance publique de ses errements devrait indubitablement permettre de sortir de la confusion paralysante actuelle et lancer la remobilisation. C'est aussi simple que cela. C'est pourtant facile à comprendre ! Et ça changerait beaucoup de la situation actuelle.

**A la CNAP, vous êtes partis à la veille de la clôture. Pourquoi avoir attendu la veille pour claquer la porte ! Néanmoins, est-ce que certaines de vos propositions ont été retenues ! Et si les propositions de la CNAP venaient à être entérinées par le gouvernement, l'ANC sera-t-elle concernée ?**

Nous avons expliqué à plusieurs reprises que le pouvoir s'est contenté de saupoudrages pour abuser l'opinion nationale et la communauté internationale sur ses réelles intentions. Le pouvoir RPT/UNIR n'a pas eu à la CNAP, l'intention d'opérer des réformes qui permettent la transparence et l'équité des processus électoraux, mais il a cherché à obtenir la complaisance des participants, en prétendant souhaiter l'ouverture de la nomination de sénateurs par le chef de l'Etat, à l'opposition. C'est ça la vérité.

J'ai expliqué à plusieurs reprises, à vos confrères que nous n'avons pas quitté la CNAP la veille de sa clôture. Tout le monde a compris que c'est le pouvoir en place qui, après avoir reçu notre lettre du 16 juillet 2021, par laquelle nous annonçons notre départ, a mis fin précipitamment aux discussions, le lendemain 17 juillet, pour faire croire qu'après avoir participé à tous les travaux, nous avons quitté la CNAP la veille de la clôture des travaux, pour « faire un coup politique », comme le prétend le Ministre Boukpassi. Les courriers adressés au Ministre, sont heureusement là pour en témoigner. Nous avons cessé de prendre part aux réunions plusieurs semaines avant de remettre la lettre de notre départ. A preuve, le communiqué rendu public le 30 juin 2021, par le Secrétaire exécutif du RPT-UNIR, nous accusant de pratiquer la politique de la chaise vide et nous invitant à reprendre notre place.

**Est-ce qu'aujourd'hui, vous ne donnez pas raison à la DMK, au Car et au parti des Togolais qui disaient que la CNAP ne donnerait rien ?**

Nous n'agissons pas pour donner ou ne pas donner raison à quelqu'un. Nous agissons conformé-

ment à nos principes et aux valeurs que nous défendons. Les partis que vous citez, ont eu le temps d'analyser les conclusions de la CNAP depuis que celles-ci ont été rendues publiques. Où avez-vous lu leurs observations, sur ces conclusions ? En ce qui nous concerne, nous ne nous contentons pas de dire. Nous proposons et démontrons. C'est certainement plus difficile, car cela demande beaucoup de travail, que de commenter sur les radios ou les réseaux sociaux, ce que fait ou dit l'ANC.

Nous avons participé aux travaux de la CNAP pour présenter des propositions que nous avons portées à la connaissance de l'opinion.

Nous avons comparé nos propositions aux conclusions de la CNAP. Cela nous a permis, en nous fondant sur les conclusions de la CNAP concernant le Sénat, de prouver qu'en réalité, le pouvoir en place n'était pas préoccupé d'opérer les réformes visant la transparence et l'équité des processus électoraux, mais de négocier la complicité de l'opposition par l'octroi de postes de sénateurs, par le chef de l'Etat. Puisque la CNAP écrit dans ses conclusions : « *Pour la nomination du tiers des sénateurs par le Président de la République, il est souhaité que cette nomination se fasse dans un esprit d'ouverture* ». Le chef de l'exécutif qui nomme des parlementaires ! Et ça n'émeut personne !

N'est-ce pas pour la CNAP, une manière sournoise de solliciter, face aux manœuvres du RPT/UNIR, la bienveillance ou le silence de l'opposition, en échange de postes de sénateurs nommés par le chef de l'Etat ? Le régime RPT/UNIR tente ainsi de réduire au rang de quémandeurs de postes, les représentants de l'opposition à la CNAP ! « *On peut vous concéder des miettes autour de la mangeoire, mais on ne veut pas que vous participiez à une compétition transparente et équitable pour vous permettre d'accéder un jour au pouvoir* ». Semble dire le RPT/UNIR.

**N'est-il pas temps que vous passiez la main à une jeune génération de militants pour la conduite du parti ?**

Ceux qui évoquent ce sujet, oublient toujours que nous sommes dans une lutte de libération et qu'il faut faire preuve de certaines aptitudes pour être au-devant des combats. La jeunesse seule ne suffit pas !

De plus, je pense que c'est aux militants d'exprimer ces préoccupa-

Suite à la page 10

# Les réformes issues de la CNAP actées par l'Assemblée nationale

C'est désormais acté. La voie est balisée pour des élections régionales au Togo avec l'adoption des modifications des textes y afférents par l'Assemblée nationale. La représentation nationale ne boude pas son plaisir en estimant avoir répondu aux attentes de toute la classe politique togolaise qui a participé aux travaux de la Concertation nationale des acteurs politiques dont les conclusions ont été intégrées dans les lois du pays.

En ce qui concerne la loi portant code électoral, le gouvernement annonce des avancées avec une meilleure crédibilité et transparence du cadre électoral : Recherche d'un climat social plus apaisé et concerté, la confiance plus accrue entre les différents acteurs politiques, les membres de la CENI ne seront plus désignés mais élus par leurs pairs et sur une liste élargie de candidats, la technique d'inscription des électeurs sur les listes électorales se fera par l'utilisation de la biométrie, l'authentification des bulletins de vote limitant les fraudes. Autre avancée, c'est le rallongement des délais de recours pour les contentieux. De 48h, le délai pour contester la régularité des opérations passe à 72h dans le cadre de l'élection présidentielle et à 5 jours pour les élections locales.

Il est dit que les 2/3 des sénateurs seront élus au suffrage universel indirect par les conseillers municipaux et généraux au scrutin uninominal majoritaire à un tour. En ce qui concerne le paiement de la caution aux différentes élections, elle



Les députés lors d'une séance à l'Assemblée nationale

se fera après l'acceptation de la candidature par la Cour Constitutionnelle.

Sur la loi sur la décentralisation et les libertés locales, les modifications apportées à ce texte sont mues par la recherche de l'équité par l'augmentation du nombre de conseillers en fonction du nombre de communes par préfectures. Ainsi, la loi crée désormais une agence dédiée à la formation des collectivités territoriales qui joueront

convenablement la mission à elles dévolue. L'équité en termes de représentativité pouvoir- opposition due à l'augmentation du nombre de vice-présidents offre la possibilité à l'opposition de faire partie du bureau exécutif du conseil régional.

La loi sur la liberté de réunion et de manifestations pacifiques publiques a aussi subi des modifications avec un assouplissement ou allègement des modifications introduites en 2021 par rapport à celles introduites en 2019. Le gouvernement y voit un accroissement de la protection des biens et des personnes sur le territoire national, la garantie des libertés et droits fondamentaux de la personne humaine. La plage horaire de manifestation

est plus importante par rapport à la modification introduite en 2019 (de 8h à 17h).

## L'ANC botte en touche.

Dans une déclaration, le parti de Jean Pierre Fabre estime que le gouvernement campe sur ses positions liberticides et verrouille d'avantage toute possibilité de manifester au Togo. « Il s'agit d'une interdiction pure et simple de toute manifestation dans les zones urbaines et sur les routes nationales bitumées. Comble du paradoxe, le RPT/UNIR et le parlement monocole, augmentent les plages horaires pour des manifestations interdites d'avance ou renvoyées hors des villes et agglomérations », estime l'ANC. Elle relève sans surprise que les pseudo réformes de la loi électorale votées par l'Assemblée nationale ne répondent pas aux préoccupations maintes fois exprimées par elle et ne rassurent pas les populations togolaises désabusées par des fraudes électorales systématiques et de plus en plus flagrantes. Sur les modifications apportées au code électoral, l'ANC fait observer que c'est une CENI de 17 membres qui a été retenue dont 12 acquis au régime RPT/UNIR (7 pour la majorité parlementaire, 4 pour l'« opposition » parlementaire et un représentant

de l'administration), 3 pour l'opposition extra-parlementaire, choisis par l'Assemblée monocole sur une liste de 6 personnes au moins et 2 pour la Société Civile.

Jean Pierre Fabre n'a pas non plus confiance aux présidents des tribunaux du pays qui sont de facto des présidents à qualité des Commissions électorales locales indépendantes (CENI), alors que ces derniers sont décriés partout et pointés du doigt par le Président de la Cour suprême. Pas plus à l'authentification des bulletins de vote par l'opposition d'hologrammes et 2 signatures avec une primauté pour l'hologramme en cas de contestation. L'ANC considère que ce système est la porte ouverte aux bulletins prévôtés et aux bourrages d'urnes. Elle en appelle une fois encore à une amélioration du cadre électoral indispensable pour que les prochaines élections soient transparentes et équitables. « Il est temps que le chef de l'Etat et le gouvernement comprennent enfin, que le règlement durable de la crise qui mine notre pays depuis de longues années passe par un assainissement en profondeur du cadre électoral et des institutions impliquées dans les processus électoraux », a indiqué l'ANC.

@ Kossi Mawussi

## Interview de Jean-Pierre Fabre, Président de l'ANC

### « L'attitude de Mgr Kpodzro doit être évaluée en considération des résultats graves qu'elle a produits et non au regard de son statut et de son âge »

Suite de la page 7

tions et de leur apporter la réponse appropriée, dans le cadre adéquat. Ce genre de préoccupations, au sujet de l'âge du capitaine et de ses lieutenants, se manifeste lorsqu'on se trouve devant des hommes essouffés, sans idée, épuisés par le poids du combat. Ce qui n'est pas le cas. Ceux qui sont à la manœuvre, sont encore combattifs et ont encore beaucoup à donner là où ils sont. Ils ne comptent pas laisser leurs adversaires leur indiquer que l'heure de la retraite a sonné. Ces histoires de vieillissement et de renouvellement de la classe politique, sont des at-trape-nigauds lancés sur les réseaux sociaux par nos adversaires surtout du RPT-UNIR, pour éliminer les plus coriaces et divertir les togolais. Seuls les gogos s'y laissent prendre.

#### Que vous inspirent les mesures actuelles préconisées par le gouvernement pour empêcher la propagation de la pandémie de la COVID 19 ?

Je dois d'abord dire que depuis le début de la pandémie, le gouvernement ne fait pas preuve de la rigueur nécessaire pour amener les populations à adhérer aux mesures qu'il prescrit. Il n'est pas constant dans son

attitude. Il alterne la brutalité inscrite dans ses gènes et le laxisme. Rappelez-vous les morts de la période du couvre-feu sanitaire ! Ce qui ne crédibilise pas son message.

A l'ANC, nous avons toujours été favorables à la vaccination. Nous avons toujours œuvré pour que le plus grand nombre se fasse vacciner pour une atteinte rapide de l'immunité collective. D'ailleurs, la commune Golfe 4 dont je suis le maire, participe actuellement, sur toute l'étendue de son territoire, à une campagne de sensibilisation initiée par l'OMS pour appeler les populations à se faire vacciner et à observer les mesures barrières. Nous considérons que nous sommes face à une question de santé publique et que nous devons apporter notre contribution pour vaincre la propagation de la maladie.

Bien sûr, ceux qui ont trompé les populations, lors de la dernière présidentielle de février 2020, avec la fameuse prophétie du Saint Esprit, et qui sont aujourd'hui aux abois, parce que cette prophétie s'est révélée une vulgaire supercherie, veulent trouver dans notre attitude, la justification des insultes, dénigrements, et diffamations dont ils nous accablent ! C'est en vain

qu'ils se démènent car ils demeurent obstinément du côté de la mystification et du faux.

Dieu sait l'aversion que m'inspire ce régime qui opprime le peuple togolais depuis plus de cinquante ans, mais ce n'est pas parce qu'il est favorable à la vaccination que j'appellerai les populations à éviter de se faire vacciner. Ce ne serait pas de l'opposition. Ce serait de l'inconscience et de l'irresponsabilité ! C'est avec la vaccination que les maladies les plus redoutables ont été éradiquées.

Il serait plus efficace, en raison du rejet manifeste dont il est l'objet, que le gouvernement laisse les autorités sanitaires s'adresser aux populations, au lieu de se mettre en scène de manière catastrophique comme il l'a fait dernièrement avec la Première Ministre. Décrédibilisant sa communication.

#### Alors, faisons un tour dans la commune de Golfe 4 où vous êtes le Maire. Comment se passe votre gestion ?

Je suis impatient de réaliser le maximum pour ceux qui m'ont confié cette mission exaltante. Malheureusement nos moyens ne sont pas à la hauteur de nos ambitions. Nous

avons lancé les éléments importants de notre projet concernant les conditions de vie des populations de notre commune.

Nous nous attaquons aux problèmes de propreté, de salubrité, d'assainissement et d'hygiène. Toutes choses qui concourent à la santé des populations. La restauration de certaines écoles, la fourniture de tables-bancs et la construction de latrines dans des écoles primaires, l'entretien et l'extension du réseau d'éclairage public, le curage et la fermeture des caniveaux à ciel ouvert ainsi que la construction de latrines publiques, sont autant de chantiers ouverts et en cours d'exécution en ce moment.

Il s'agit de faire en sorte que nos populations vivent dans un environnement propre et salubre. Ce qui est loin d'être le cas, surtout dans la vieille ville de Lomé. Le régime a négligé les aspects les plus élémentaires de la vie quotidienne de nos concitoyens. Les besoins les plus basiques ont été négligés. Et nous nous employons à y remédier dans la commune du Golfe 4.

#### Quelles perspectives pour l'ANC demain ?

J'ai déjà indiqué que notre parti

s'est remis au travail depuis son dernier conseil national qui a donné à cet effet, des orientations et des directives claires. C'est donc le branlebas de combat dans toutes les structures centrales et fédérales pour la pleine reprise des activités sur le terrain en vue de la remobilisation des populations.

Il faudra pour l'essentiel dissiper la confusion actuelle et recadrer la lutte en ciblant clairement l'adversaire qui reste et demeure le RPT/UNIR. Même si, de nos jours, ce dernier agit par procuration en se retranchant derrière une nébuleuse spécialement tissée pour faire écran et diversion.

Il s'agit d'éventer cette stratégie et d'amener nos concitoyens à reconnaître, à débusquer et à combattre cet adversaire aux multiples visages désormais.

Par un travail rigoureux, constant et persévérant, il n'y a pas de raison que nous ne puissions former, informer, expliquer, rassurer, redonner confiance, susciter un nouvel élan de mobilisation et, sans jeu de mots, réaliser une alliance nationale pour le changement.

Propos recueillis par @ Guy Mario